



ARRÊTÉ N° M_AR2211_002

Arrêté de dépenses imprévues - Masse salariale - Taxe d'aménagement à rembourser - Création de conduite d'eau neuve dans l'école Marius Grout et Jules collet

FINANCES

Monsieur Jérôme DUBOST, Maire de la Commune de MONTIVILLIERS,

VU l'article le budget primitif 2022 ;

VU l'article le budget supplémentaire ;

VU les dispositions des articles L.2322-1 et L.2322-2 du code général des collectivités territoriales concernant la procédure des dépenses imprévues ;

ARRÊTE

Article 1 : La masse salariale doit être abondée du fait notamment de la réévaluation du point d'indice. Un remboursement de taxe d'aménagement induite doit être effectué suite à l'envoi par la DRFIP du Calvados de 2 titres de recettes en date du 7 novembre 2022 ainsi qu'une création de conduites d'eau neuves dans les écoles Marius Grout et Jules Collet suite à des problèmes de potabilité de l'eau.

Article 2 : Ces montants à payer n'ont pas été prévus dans les restes à réaliser, ni au budget primitif ni au budget supplémentaire, ainsi il faut utiliser la procédure des dépenses imprévues afin d'honorer ces dépenses auprès des agents de la Ville, de la DRFIP du Calvados et de la société RIMBERT SARL.

Article 3 : Les virements de crédits ont donc été faits comme suit :

022 - 01-112-FI « dépenses imprévues » :	-200 000 €
012-64111-0201-103RH : rémunération principale » :	+200 000 €
020-01-112FI « dépense imprévues » :	-247 000 €
10226-01-112FI « taxe d'aménagement » :	+ 162 000 €
2135.213.101ST « Installations générales, agencements,	

aménagements des constructions :

+ 85 000 €

Article 3 : Ces virements de crédits seront portés à la connaissance du conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

Article 5 : La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à l'intéressée
- Publié au recueil des actes administratifs
- Transmis au contrôle de légalité
- Ampliation adressée au Comptable de la collectivité

**Le Maire,
Jérôme DUBOST**